

Gérer le changement et les incertitudes,  
libérer le potentiel

# Allocution d'ouverture aux assemblées annuelles 2010

Donald KABERUKA  
Président



Abidjan

Assemblées annuelles  
27-28 mai  
Annual Meetings  
May 27-28



Groupe de la Banque africaine de développement

**Gérer le changement et les incertitudes,  
libérer le potentiel**

**Allocution d'ouverture  
aux assemblées annuelles 2010**

**Donald KABERUKA  
Président**

Monsieur le Président de la République  
Distingués Chefs d'Etat et de gouvernement  
Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,  
Eminentes personnalités  
Mesdames et Messieurs les gouverneurs,  
Mesdames, Messieurs,

Je joins ma voix à celle du Président du Conseil des gouverneurs pour vous souhaiter à tous la bienvenue.

Monsieur le Président, je tiens à vous remercier, ainsi que votre gouvernement, le peuple ivoirien tout entier et la ville d'Abidjan, pour cette invitation, l'excellente préparation et la chaleureuse hospitalité.

Je tiens à remercier les distingués Chefs d'Etat et de gouvernement de nous avoir honorés de leur présence.

Il s'agit là d'un signal fort de leur appui et de l'intérêt qu'ils portent à la Banque.

Nous sommes très heureux de tenir notre première Assemblée ici à notre siège depuis dix ans.

Je mesure l'ampleur des efforts que la nation ivoirienne a déployés pour organiser cette rencontre. Nous vous en sommes reconnaissants.

Nous savons que vous attendez avec impatience notre retour.

Nous sommes persuadés que le peuple ivoirien trouvera une solution durable, et mettra bientôt un terme définitif à la crise qu'il traverse, pour permettre à la Banque de retourner à son siège.

Je remercie une fois encore le Gouvernement et le peuple tunisiens pour l'hospitalité qu'ils nous accordent, depuis notre relocalisation temporaire à Tunis.

J'adresse mes remerciements aux éminentes personnalités ici présentes, aux responsables des institutions ivoiriennes, aux responsables d'organisations régionales, continentales et internationales, aux anciens Présidents de la Banque, pour avoir trouvé le temps d'être avec nous.

Au cours de cette Assemblée, des décisions majeures seront envisagées. Certaines d'entre elles détermineront probablement la trajectoire de la Banque sur une longue période : l'augmentation générale du capital, l'élection du Conseil et sa reconfiguration, l'élection du Président et, enfin, les avant-dernières négociations relatives au FAD-12.

#### *Incertitudes résiduelles*

Depuis notre dernière rencontre à Dakar, beaucoup d'événements se sont produits dans le monde économique sur le continent et à la Banque.

L'économie mondiale donne des signes de redressement mais son évolution demeure incertaine.

Elle est en proie à divers maux : déficits record, la crise de la dette publique, déséquilibre mondial, chômage, bilan des banques, encore fragilisé, risques de bulles sur les grands marchés émergents.

Ces facteurs sont sources d'incertitudes pour tous, y compris l'Afrique.

Pour nos économies, ces deux dernières années ont été éprouvantes, confrontées qu'elles étaient à trois crises qui se sont succédé rapidement : la flambée des prix des denrées alimentaires, la crise pétrolière et l'impact des turbulences financières.

Ces crises ont provoqué des dégâts économiques, interrompant momentanément la croissance, en particulier pour trois catégories de pays :

les pays à revenu intermédiaires, les pays riches en ressources naturelles et les pays aux économies déjà vulnérables.

*“Vigoureuse reprise – capacité de résistance – succès  
des réformes”*

Cependant, depuis le troisième trimestre de l’année 2009, les prix des matières premières, tirés par la reprise de la croissance dans les grands pays émergents, ont rebondi et se sont raffermis.

Le cours du cuivre qui, au début de l’année, était tombé en dessous de 3 000 dollars EU la tonne - entraînant la fermeture de mines et des pertes d’emplois - revient à ses niveaux d’avant-crise, à plus de 7 000 dollars EU.

Les perturbations des apports extérieurs ont été limitées, les envois de fonds par les travailleurs émigrés ayant enregistré une baisse inférieure à 5 %.

Bien qu’ils aient été marqués dans certains pays, les effets de la crise ont été de courte durée, et la plupart des pays africains ont échappé à une longue et profonde récession.

Par rapport aux crises antérieures, nombre de pays africains à faible revenu ont, cette fois-ci, fait preuve d’une remarquable capacité de résistance.

La preuve, s’il en était besoin, est que les réformes engagées sur plusieurs années ont porté leurs fruits - et devraient être poursuivies.

*“Une bien meilleure perspective”*

Certes les statistiques sont sujettes à de fréquentes révisions, mais les perspectives pour 2010 et au delà se sont nettement améliorées.

Le taux de croissance économique sera de l'ordre de 5,5 % en 2010 et progressera peut-être de 1 % de plus en 2011.

Ce taux est encore inférieur à ce qui est requis, mais il est encourageant.

Des signes montrent qu'il faudra sans doute un peu de temps pour retrouver le taux de croissance record d'avant-crise, mais nous sommes sur la bonne voie.

Cependant, la question majeure doit être abordée : comment devons-nous mieux gérer les recettes provenant de nos matières premières, financer nos infrastructures, en multiplier les retombées, en bref, pour bâtir des économies diversifiées, autosuffisantes plutôt que des économies extraverties.

*“La réponse de la Banque”*

Face aux turbulences successives, vous nous avez demandé de proposer une réponse contra cyclique, ce que nous avons fait.

C'est ce que vous attendiez de nous. Nous avons joué notre rôle. Nous avons plus que doublé le volume de nos opérations en 2009.

À la fin de l'année 2009, notre concours s'élevait à 12,6 milliards de dollars EU, contre 5,5 milliards l'année précédente.

Nous avons fourni en début de période, des appuis budgétaires supplémentaires, financé le commerce et mis à disposition de la liquidité.

Notre guichet du secteur privé a comblé l'écart laissé par les promoteurs des principaux projets d'infrastructure.

En apportant cet appui, nous avons fait montre de flexibilité, d'innovation et d'anticipation.

Nous avons réduit considérablement notre temps de réaction.

Le guichet FAD, à lui seul, a augmenté ses décaissements de 53 % en 2009.

*« Une Banque solide et saine »*

Si la Banque a su réagir promptement, c'est grâce à son efficacité croissante.

Une efficacité croissante sous-tendue par les différents changements opérés pendant la décennie en cours et en particulier durant les trois dernières années.

Une efficacité résultant de la décentralisation de l'écoute des clients, du recentrage marqué sur nos priorités, fondée sur notre situation financière solide, et traduisant notre avantage comparatif croissant.

Monsieur le Président

Excellences

Mesdames et Messieurs les gouverneurs

*« Situation financière solide »*

Le Rapport annuel devant vous et la présentation financière de mardi vous donnent une idée de la situation de votre Banque aujourd'hui, et qui se résume en un mot : forte : des finances solides, des opérations ciblées et efficaces et une institution en mutation.

Une Banque qui continue de jouir de sa note AAA que lui décernent toutes les grandes agences de notation, une Banque dont les trois guichets affichent, cette année encore, des résultats positifs, en dépit de la turbulence des marchés.

Pour vous en convaincre, songez que, même au plus fort de la crise dans les systèmes financiers mondiaux, nous avons continué à avoir accès aux marchés des capitaux pour exécuter notre programme d'emprunt.

C'est cette force financière qui nous permet de continuer à déployer efficacement notre bilan.

C'est ce bon résultat qui nous permet cette année de déployer 165 millions de dollars, prélevés sur le revenu net 2009 de 346 millions de dollars, pour soutenir un certain nombre d'initiatives de développement, notamment par une contribution accrue au FAD.

Mais si nous sommes forts, c'est aussi grâce à votre soutien.

Il y a trois ans, vous avez reconstitué le guichet concessionnel de la Banque, le FAD, par une augmentation record de 50 %.

En dépit de vos propres contraintes budgétaires, vous avez permis une certaine marge de manœuvre pour accroître notre budget afin que nous puissions renforcer notre capacité interne en recrutant davantage de personnel pour consolider notre capacité d'exécution.

Et aujourd'hui, vous avez devant vous la proposition du CCG et du Comité directeur, de tripler le capital de l'institution.

Nous sommes humblement honorés par la confiance que traduit cette mesure historique.

Mais, au-delà de la Banque, cette décision de renforcer la Banque de l'Afrique est une marque de confiance en une Afrique renaissante.

Le moment de bâtir des institutions africaines solides, de stature mondiale à l'heure où l'Afrique se repositionne, pour libérer son potentiel intérieur et s'intégrer plus étroitement dans l'économie mondiale.

*« Un portefeuille en croissance et un profil de risque plus faible »*

En 2005, vous m'avez fait l'honneur et accordé le privilège de diriger cette grande institution.

Je m'étais alors engagé, m'appuyant sur le travail fait par mes prédécesseurs, à qui je tiens à rendre hommage, à consolider la situation financière de la Banque, à accroître son efficacité et à lui donner une nouvelle orientation stratégique.

Je suis très conscient de l'ampleur du travail qui reste à faire. Mais, ensemble, nous avons accompli de grandes réalisations.

Je suis fier d'avoir conduit une équipe d'hommes et de femmes qui ont contribué à la solidité d'une Banque dont l'Afrique peut être aujourd'hui fière. En effet :

- Le portefeuille du guichet BAD a doublé, passant de 8,5 milliards de dollars à 15,6 milliards de dollars en quatre ans.
- Les approbations du FAD ont augmenté de 68 % en quatre ans – et l'encours de ses prêts (hors IADM) a doublé.

Et, fait peut-être plus important encore, ce doublement du portefeuille est allé de pair avec l'amélioration de la qualité.

Les actifs non performants de la Banque ont diminué de 62 % et ne représentent aujourd'hui que 4 % du portefeuille total des prêts.

Cette réduction est le fruit d'un suivi minutieux du portefeuille et de la mise en œuvre d'un mécanisme d'apurement des arriérés des États fragiles.

Pour l'avenir, les projections laissent entrevoir une forte croissance du portefeuille au cours des cinq prochaines années, pour les deux guichets de la Banque :

- En ce qui concerne la BAD, avec une AGC-VI et en tablant sur un volume de prêts d'environ 5,5 milliards de dollars par an, l'encours des prêts et prises de participations atteindra 30,2 milliards de dollars en 2015.
- Pour le FAD, en supposant un volume annuel de prêts de 3,6 milliards de dollars, l'encours total des prêts passera de 9,8 milliards de dollars à 16,5 milliards.

Mais nos opérations ne font pas que croître en volume ; ayant doublé en quatre ans, elles sont plus efficaces.

- En faisant des choix stratégiques appropriés et nous concentrant sur un petit nombre de domaines où nous avons acquis ou pouvons acquérir un avantage comparatif, tels que l'infrastructure, le secteur privé et l'intégration économique, nous avons accru notre efficacité ; nous nous efforçons constamment d'être utiles à tous les pays à revenu intermédiaire, les pays à faible revenu et les États fragiles.

*« Renforcement de la gestion du risque pour un portefeuille  
en croissance »*

Nous sommes conscients qu'un portefeuille en croissance exige une gestion de risque encore plus rigoureuse.

C'est la raison pour laquelle, l'année dernière, j'ai fait effectuer par des experts externes une évaluation de nos systèmes et pratiques de gestion du risque.

Comme il fallait s'y attendre, l'évaluation a confirmé que nos systèmes sont solides, mais elle a formulé quelques recommandations que nous mettrons en œuvre.

Nous sommes en train de réexaminer nos systèmes et processus internes, d'affecter davantage de personnel sur le terrain et d'étudier une feuille de route de la décentralisation pour renforcer la capacité des bureaux extérieurs de la Banque à assister les pays.

*« Honorer nos engagements »*

Aujourd'hui, alors que vous envisagez de prendre cette décision historique de tripler le capital de la Banque, nous avons conscience que vous le faites à un moment où, dans le monde entier, les pays sont confrontés à des choix budgétaires difficiles.

Nous sommes pleinement conscients de la responsabilité qui nous incombe à cet égard : à savoir, optimiser les ressources mises à notre disposition.

Nos résultats devraient cependant vous rassurer dans une certaine mesure.

Vous êtes en droit d'exiger que nous honorions les obligations inscrites dans la matrice que la Banque a acceptée dans le cadre de cette AGC.

Il est légitime que vous vous attendiez à de bons résultats dans deux ans.

Nous avons convenu d'accomplir des progrès tangibles sur toutes ces questions, notamment, l'approfondissement de la décentralisation, le modèle d'affaires et un cadre hermétique de gestion des risques.

Vous souhaitez nous voir adopter et mettre en œuvre une politique de diffusion de l'information plus explicite et améliorer notre communication.

Nous sommes conscients de la nécessité d'être de plus en plus comptable de nos actions.

Nous voulons veiller à recueillir les avis des personnes que nous servons pour savoir dans quelle mesure nous influons sur leur vie, si nous nous conformons à nos politiques et si nous prenons toutes les précautions nécessaires.

Dans le monde des entreprises, il est impératif d'effectuer des sondages réguliers auprès de ses clients.

Le moment est peut-être venu pour la Banque, comme elle le fait auprès de son personnel pour recueillir ses réactions, de mener des enquêtes auprès de ses partenaires, y compris ceux de la communauté des affaires et de la société civile.

Monsieur le Président,  
Excellences,  
Mesdames, Messieurs,

*« Cadre de résultats »*

S'il est vrai que la Banque a obtenu des résultats tangibles, nous devons, à tout moment, être prêts à repenser nos stratégies quand nous ne répondons pas aux attentes.

Il nous faut donc un cadre d'évaluation qui nous permette de mesurer notre efficacité en tant qu'institution.

Notre nouveau cadre de résultats à quatre niveaux constitue un pas important dans la transformation de la Banque en une organisation axée sur les résultats.

*« Mesures pour lutter contre la corruption »*

Il va sans dire que pour obtenir des résultats sur le terrain, nous devons constamment faire preuve de vigilance dans la lutte contre la corruption au niveau des projets que nous finançons.

Il existe désormais un nouveau département entièrement consacré à cette question, qui vient consolider le travail effectué depuis 2005 par la division chargée de la lutte contre la corruption.

Nous avons le plaisir de vous annoncer qu'au cours de la réunion ordinaire des Chefs des banques multilatérales de développement, nous avons conclu un accord visant l'exécution mutuelle des décisions d'exclusion. Cette décision constitue une avancée majeure.

En effet, cela signifie qu'une entreprise exclue par l'une de nos institutions se verra automatiquement interdire l'obtention des marchés financés par d'autres institutions financières internationales.

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,

*« Maintenir le FAD fort » « Composante de l'AGC »*

Cette semaine, vous entamez l'avant-dernier cycle de négociations du FAD-12.

Le Fonds connaît un succès incontestable. Même s'il n'a peut-être pas l'envergure de ses pairs, il a identifié son créneau dans l'architecture de l'aide internationale.

La plupart des pays représentés dans cette salle sont encore totalement tributaires du FAD. C'est un complément fondamental et essentiel de l'AGC.

Gardons le Fonds solide. Il obtient des résultats.

Il a beaucoup apporté et a su montrer la flexibilité dont les pays avaient tant besoin durant la crise, et vient de reclasser le Cap-Vert - que j'ai visité le mois dernier.

Je saisis cette occasion pour remercier les États participants au FAD qui ont soutenu le Fonds durant toutes ces années.

Je voudrais, tout particulièrement, saluer les pays membres régionaux comme l'Afrique du Sud, qui est un contributeur régulier au Fonds.

Je me félicite de l'intention exprimée par l'Égypte d'en faire autant et invite d'autres PMR en mesure de contribuer à y penser.

Je sais qu'en ce moment les choix budgétaires sont difficiles, néanmoins, j'ose croire que, comme nous l'avons fait pour le FAD-11, le FAD-12 sera lui aussi couronné de succès.

La Banque elle-même s'engage à augmenter sa contribution et devrait continuer sur cette voie.

*« Une Banque recentrée »*

Lors de nos assises de Maputo, en 2008, vous avez adopté les recommandations du Panel d'éminentes personnalités dirigé par l'ancien Président du Mozambique, Joaquim Chissano, et l'ancien Premier ministre du Canada, Paul Martin.

Les membres de ce Panel ont fermement plaidé pour une Banque africaine de développement forte.

Ils ont soutenu l'idée d'une banque orientée stratégiquement sur cinq domaines phares interdépendants – et qui sont critiques dans cette phase pour les perspectives de croissance de l'Afrique :

- l'intégration économique ;
- l'investissement dans l'infrastructure, l'énergie, les transports, les NTIC et les réseaux d'adduction d'eau ;
- le renforcement des institutions de gouvernance et l'appui aux États fragiles ;
- la promotion du secteur privé ; et
- le développement de l'enseignement de haut niveau pour des compétences requises par une l'économie compétitive.

Je crois que nous avons accompli des progrès en recentrant la Banque dans ce sens.

Aujourd'hui, la Banque est reconnue comme un acteur de premier plan de l'intégration économique.

Rien que l'an dernier, nous avons engagé 1,8 milliard de dollars pour ouvrir des corridors de transport régionaux, les pools d'énergie électrique, et pour soutenir les Communautés économiques régionales.

*« Le grand déficit d'infrastructures »*

L'infrastructure, tous types confondus, représente à présent 52 % de notre portefeuille.

Nous avons accordé une attention particulière à l'énergie, qui représente 57 % de nos engagements dans le secteur de l'infrastructure, afin de répondre aux pannes d'électricité.

*« Le guichet en développement du secteur privé »*

Nos prêts du secteur privé n'ont cessé de croître, pour atteindre un montant total de 1,8 milliard de dollars en 2009, contre un peu moins de 400 millions de dollars quatre ans auparavant.

Ces prêts ont notamment financé des opérations telles que les ports maritimes de Dakar et Djibouti, l'énergie renouvelable au Cap-Vert.

Il convient de rappeler que cet accroissement des opérations non souveraines s'est accompagné d'un profil de risque très modéré.

Je sais que nous devons élargir notre intervention à davantage de pays, accroître les prêts du secteur privé en faveur des pays à faible revenu – qui bénéficient déjà de 42 % des prêts de ce guichet.

Je sais également que nous devons faire plus pour le développement des entreprises africaines.

C'est pourquoi, l'accent que nous avons mis sur le renforcement des capacités institutionnelles, afin de promouvoir la gouvernance, est indispensable pour créer un climat propice à l'investissement et réduire les risques sur le continent.

*« États fragiles »*

Sans conteste, l'initiative en faveur des États fragiles a été une des réussites les plus visibles de la Banque, notamment par l'apurement d'arriérés, la reconstruction de l'infrastructure essentielle au Liberia et au Burundi, et le développement des capacités en République centrafricaine.

La Facilité en faveur des États fragiles aide au redressement de bon nombre de pays sortant d'un conflit et à la normalisation de leurs relations avec le système financier international.

*« Sélectivité n'est pas synonyme de négligence »*

Vous serez en droit de vous demander si la concentration accrue sur des priorités ne s'est pas traduite par la relégation au second plan d'autres secteurs clés. Soyez rassurés que la réponse est NON à cette question.

En collaboration avec d'autres acteurs, nous avons fait en sorte que la sélectivité ne soit pas synonyme de négligence, en nouant des partenariats stratégiques avec la Commission européenne, la Banque mondiale, le FIDA et bien d'autres organismes bilatéraux.

La meilleure illustration en est nos programmes phares du secteur de l'eau, qui ont continué d'améliorer l'accès à l'eau potable en milieu rural, la situation sanitaire des populations et la rétention des filles à l'école.

Je voudrais saisir cette occasion pour remercier ceux qui n'ont cessé de soutenir l'Initiative d'alimentation en eau potable et d'assainissement en milieu rural et la Facilité africaine de l'eau.

Vous serez heureux de constater l'impact considérable de votre action sur le terrain et l'amélioration des conditions de vie de millions de personnes en Afrique.

*« Vers la phase suivante – la stratégie à long terme »*

Le monde d'après-crise ne pourra pas être le même qu'auparavant – le paysage n'est plus le même.

La Banque devra intégrer certains des enseignements des crises récentes et indiquer comment elle traitera de certains des nouveaux enjeux.

L'institution opère dans un contexte dynamique – et doit donc s'adapter en permanence.

Elle ne doit pas cesser de mettre à l'épreuve la pertinence de ses stratégies, l'adaptabilité de ses instruments, et sa propre évolution.

Avec le recul, il faut l'espérer, de la crise mondiale, la Banque reviendra à sa mission première, à savoir, s'attaquer aux obstacles structurels à la croissance économique, qui limitent sa capacité à sortir de la pauvreté et de la dépendance.

Ces obstacles n'ont pas changé :

- L'énorme déficit infrastructurel
- Les marchés fragmentés peu développés (en raison du faible niveau d'intégration)
- L'insuffisance des compétences de haut niveau dans une économie compétitive
- La faiblesse des institutions, qui résulte de la mauvaise gouvernance et de l'instabilité, et qui renforce ces fléaux.

Permettez-moi de revenir sur certains de ces domaines :

*« Le marché intérieur de l'Afrique »*

Monsieur le Président,  
Excellences,  
Mesdames, Messieurs,

L'Afrique est le continent le plus jeune, le continent qui s'urbanise le plus rapidement. Cela signifie que c'est une opportunité. Mais c'est aussi un défi.

Comment pouvons-nous donner de l'espoir à la majorité des Africains, la jeunesse de l'Afrique ? Nous y parviendrons en libérant le potentiel de notre marché.

Au moment où la géographie économique se reconfigure après la crise et prend forme, de nombreux analystes soulignent l'émergence du monde économique dit multipolaire.

L'argument est le suivant : pour l'instant et d'une manière générale, l'Afrique est toujours perçue à travers le prisme des ressources naturelles.

Et non pas en tant qu'un autre cadre de demande - ce dont l'économie mondiale a actuellement besoin plus que jamais.

À titre d'exemple, il y a 10 ans, 15 000 personnes seulement avaient un téléphone portable au Kenya.

Le pays en compte à présent quinze millions et demi. Ce n'est pas un exemple isolé en Afrique.

Et le cas ne se limite pas non plus au téléphone portable. L'urbanisation croissante entraîne l'explosion de la demande de tous les types de services, d'infrastructures, d'assainissement, d'énergie, de biens de consommation durables.

Et cette demande ne fera qu'augmenter.

Mais comment à la prochaine décennie allons-nous faire en sorte que ce nouveau marché devienne une réalité ? Comment allons-nous libérer ce potentiel ?

Relier l'Afrique à elle-même et, ce faisant, au reste du monde. Le point de départ nécessaire que nous avons adopté a été exactement de mettre en place des corridors, des pools énergétiques, des ports maritimes, etc.

La semaine dernière, un important câble sous-marin, que nous finançons en partie, est arrivé au Ghana voisin et peu de temps après au Nigeria.

Cette réalisation réduira le coût de la pratique des affaires dans la région et le coût de l'accès au monde, au monde de l'éducation, des affaires, de l'information, etc.

Cette réalisation ne représente toutefois qu'une partie de ce qu'il y a lieu de faire.

Le deuxième élément essentiel est le rôle des grandes économies de la région, les locomotives régionales.

Voyez ce qui s'est passé au plus fort de la crise.

Comme il fallait s'y attendre, ils ont été les premiers touchés, car ils sont plus intégrés dans l'économie mondiale.

Six de ces pays à revenu intermédiaire représentent 70 % du PIB de l'Afrique subsaharienne.

Avec l'approfondissement de la récession, l'effet domino, c'est-à-dire les répercussions sur les voisins ne se sont pas fait attendre : diminution des recettes, rétrécissement des marchés et réduction des opportunités d'emploi.

En revanche, lorsque ces économies prospèrent, l'effet multiplicateur est puissant.

#### *« Compétences »*

L'Asie a beaucoup à nous apprendre, et nous tirons des leçons de son expérience récente, notamment concernant le rôle de l'État, l'échelonnement des politiques, etc.

Mais l'une des leçons importantes à retenir est la suivante : il faut constituer une masse critique de compétences de haut niveau pour concevoir et engager le type de processus de transformation dont nous avons besoin.

L'assistance technique ne peut le faire. Or il faut du temps pour réussir à faire revenir les membres de la diaspora.

Le moment est venu pour l'Afrique de se décider à donner un nouveau souffle à ses institutions d'enseignement supérieur.

Nombre de ces institutions sont accablées par l'accroissement des inscriptions et l'insuffisance des capacités.

Nous Africains devrions nous engager sur les voies des solutions sur cette question, tenant compte des besoins des économies, de la durabilité des programmes de financement ; la Banque doit être le chef de file de ces initiatives nouvelles.

C'est ainsi que l'on pourra donner de l'espoir aux jeunes Africains, les moyens de transformer leur vie, et libérer le potentiel du continent.

Notre stratégie actuelle a déterminé qu'il était nécessaire de déployer des efforts particuliers pour renforcer les capacités de l'Afrique dans le domaine de l'enseignement supérieur, surtout en science et en technologie.

L'apport du secteur privé à cet égard ne peut combler qu'une infime partie des besoins.

L'an dernier, nous avons convenu avec le gouvernement gabonais de financer une nouvelle université et d'en rénover une autre.

Essayer d'entreprendre une telle démarche pays par pays serait fastidieux.

Nous devons progresser dans la mise en place des Centres régionaux d'excellence, dans le cadre de nos Politiques d'intégration économique.

## « Sécurité alimentaire »

Il y a deux ans, en 2008, la flambée des prix des denrées alimentaires de 2008 a mis en évidence notre vulnérabilité aux changements intervenant dans la structure de la demande et de l'offre alimentaires dans le monde.

La crise s'est quelque peu atténuée depuis lors, mais le problème demeure.

La Banque africaine de développement a été, de tout temps, un acteur de premier plan dans l'agriculture, alors même que d'autres partenaires y réduisaient leurs portefeuilles.

Nous continuons aujourd'hui d'assumer le rôle qui nous revient, plus particulièrement dans l'irrigation et la gestion des ressources en eau, domaine dans lequel nous avons une excellente expérience.

Mais notre continent n'est toujours pas sorti de l'insécurité alimentaire, bien que nos exploitants agricoles travaillent plus durement et plus longtemps que leurs homologues d'ailleurs.

Les études sur les raisons de l'échec et sur ce qu'il y aurait lieu de faire sont bien connues. Les solutions technique et scientifique sont connues.

Certes, il fut un temps où les distorsions des politiques macroéconomiques et les interventions excessives de l'État ont déprimé les revenus agricoles, mais depuis, des mesures correctives ont été adoptées.

Mais, ce qui constituait alors un problème pourrait, paradoxalement, faire partie de la solution.

L'urbanisation rapide à travers le continent, et les politiques à effet de distorsion désormais corrigées offrent des opportunités exceptionnelles aux exploitants agricoles.

Les termes de l'échange ont évolué en faveur du monde agricole.

Alors que manque-t-il donc ? L'État. Le programme global de développement agricole pour l'Afrique a expliqué pourquoi et comment.

Nombre de gouvernements sont en train d'élaborer des programmes nationaux.

Il est à présent temps pour l'État d'intervenir de nouveau, de manière énergique, pour donner au secteur agricole l'appui dont il a besoin.

Oui, il lui faut des routes, des réseaux d'irrigation, des services de financement, de recherche et de vulgarisation, et oui, pourquoi pas des mesures d'incitation ciblées et à durée déterminée pour les facteurs de production et les engrais.

La nature et les moyens de fournir cet appui de l'Etat seront bien évidemment spécifiques à chaque pays.

Mais en renforçant l'appui de l'Etat, nous ne devons rien ignorer de trois lacunes importantes du passé.

A l'attention des donateurs, il demeure la question de la mauvaise division du travail entre les IFI.

Pour ce qui est des pouvoirs publics, les questions de gouvernance dans les entreprises parapubliques qui avaient pour mission d'appuyer, mais qui ont fini par étouffer l'agriculture. Et pour nous tous, quelle est la plus grosse des lacunes ?

L'attention insuffisante qui a été accordée aux exploitants agricoles femmes, qui représentent la majorité des exploitants agricoles, pour leur permettre de réaliser un niveau de productivité plus élevé, accéder au crédit, améliorer la valeur ajoutée et gérer des PME agricoles aux côtés des hommes.

Il ne sera pas possible de réaliser la sécurité alimentaire – des gains de productivité agricole – tant que la problématique homme-femme n’occupera pas une place centrale dans une agriculture modernisée.

Nous l’avons appris à nos dépens, et pouvons désormais remédier à cette situation.

Au moment où nous nous remobilisons pour soutenir l’agriculture, notre continent devient à la fois plus chaud et plus sec, les pluies deviennent encore plus imprévisibles, à cause du changement climatique. Je reviendrai sur cette question un peu plus tard.

*« Pays à faible revenu et secteur privé »*

Partout dans le monde, ce sont les PME de l’agriculture et d’autres secteurs qui donnent le ton. On suppose à juste titre que les pays à faible revenu seront les principaux bénéficiaires de l’AGC.

Ils tireront parti des niveaux supérieurs de transferts au FAD, de produits novateurs proposés et des retombées des activités menées par les grandes économies.

Mais incontestablement, ils profiteront du renforcement de la participation du secteur privé dans les pays.

Les opportunités ne manquent pas. Les risques sont parfois élevés, mais il en est de même des bénéfices.

La Banque définira notre appétit du risque ; affinera nos outils d’atténuation des risques, notamment en intervenant davantage pour améliorer le climat des affaires en vue de réduire les risques.

« *Changement climatique* »

Au cours des présentes Assemblées, plusieurs sessions de travail, y compris la concertation des gouverneurs, seront consacrées au changement climatique, et au coût supplémentaire qu'il impose à l'Afrique.

Conformément aux souhaits des négociateurs africains à Copenhague, nous allons proposer au Conseil la création d'une Facilité pour le climat à la Banque, appelé à servir d'instrument de financement des actions destinées à atténuer les effets du changement climatique en Afrique.

J'ai le privilège d'être membre du Panel du Secrétaire général des Nations Unies sur le financement du climat.

Notre tâche consiste à proposer les voies et moyens pour mobiliser les 30 milliards de dollars par an nécessaires en vertu de la déclaration finale de Copenhague.

Ces ressources viennent en supplément à l'aide public au développement, et ne sont pas pris en compte dans les programmes normaux d'APD. Le succès ou toute autre issue de notre travail avant Cancun sera vital.

Au fur et à mesure que la Banque consacrera davantage d'attention au changement climatique dans le contexte de l'adaptation et de la protection des forêts, la recherche de solutions au déficit énergétique doit être au centre de sa démarche.

L'ensemble du continent africain dispose d'une capacité installée (560 Twh d'électricité) comparable à celle de l'Espagne, et la consommation énergétique de l'Afrique sub-saharienne est inférieure à celle du Mexique, ce qui constitue un obstacle majeur à la réalisation de nos perspectives économiques.

En 2009, nous avons financé un assez grand nombre de projets, et la semaine dernière, nous avons approuvé un projet d'énergie éolienne d'une valeur de 15 millions de dollars EU pour le Cap-Vert.

Ce projet permettra non seulement d'accroître la disponibilité de l'énergie, mais aussi de réduire la dépendance à l'égard de combustibles fossiles.

La réserve de projets énergétiques propres est longue et sans cesse croissante : énergies hydro-électrique, éolienne, solaire, voire géothermique.

Toutes les sources d'énergie seront exploitées de manière appropriée, en veillant à la protection sociale et environnementale. Un nouveau département chargé de l'énergie es désormais en place à cet effet.

Monsieur le Président,  
Excellences,  
Mesdames, Messieurs,

*« La Banque a accompli des progrès »*

Nous avons parcouru un long chemin, qui s'inscrit dans une évolution positive dans laquelle les institutions régionales prennent la place qui leur revient.

Il suffit de se rappeler que la BAD a vu le jour avec un capital de 250 millions de dollars EU. Si l'AGC-VI est approuvé, son capital passera à 100 milliards de dollars EU.

Ce capital permettra de répondre aux besoins actuels de l'Afrique, en comblant le déficit en infrastructures, en se concentrant sur ses routes, ses lignes ferroviaires, ses voies d'eau, le haut débit, les dispositifs d'adduction d'eau relatif au changement climatique.

Il permettra à la Banque d'aider le continent à se nourrir, en accélérant l'intégration et la présence du secteur privé dans les pays à faible revenu, et en réhabilitant nos centres d'enseignement supérieur.

« Le C10 »

Tout comme mes prédécesseurs, tout comme les dirigeants d'institutions comparables, nous avons été confronté à un double défi : piloter la Banque dans des conditions incertaines et difficiles et en même temps d'instiller l'espoir et de donner des orientations.

Au début de la crise, lors de votre réunion de Tunis, vous avez mis en place un comité, le C10, chargé de suivre en permanence son impact et de faire des recommandations pour l'avenir.

Au cours de ces mois tumultueux, la Banque - aux côtés d'institutions africaines sœurs telles que l'UA et la CEA qui soutiennent le C10 - était présente pour défendre les préoccupations économiques de l'Afrique dans diverses enceintes, dont le G20, la conférence de Copenhague et dans d'autres forums.

Nous croyons savoir que le G20 deviendra de plus en plus le point de contact pour les discussions multilatérales relatives aux questions économiques internationales majeures. Une représentation efficace de l'Afrique est cruciale.

Nous ne revendiquons pas le monopole du savoir, ni le rôle de porte-voix unique du continent pour ce qui est des enjeux de l'Afrique. Tout ce que nous voulons, c'est que vos opinions et la vision de l'Afrique soient prises en compte lors de ces débats.

Monsieur le Président,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs

Permettez-moi de conclure qu'au cours des cinq dernières années, vous m'avez fait l'honneur et donné la chance de diriger cette grande institution.

Je vous remercie, Mesdames et Messieurs les gouverneurs, ainsi que les pays que vous représentez, pour la confiance que vous m'avez faite et pour le soutien que vous m'avez apporté tout au long de cette période.

Je tiens à rendre hommage à la direction et au personnel de la Banque, dont 40 % des membres ont rejoint la Banque ces trois dernières années, enrichissant ainsi de leurs talents et de leurs diversités culturelles notre travail.

Je remercie notre Conseil d'administration sortant, dont les membres ont été d'excellents représentants de leur pays et des partenaires efficaces de la direction.

Certes, dans ce processus, j'ai été le premier responsable et le capitaine, mais nos réalisations sont collectives.

Je remercie les institutions sœurs, l'UA, les CER, la CEA, les institutions financières internationales et les partenaires de la Banque à travers le monde pour leur collaboration loyale.

Au cours des récentes turbulences, l'Afrique a montré sa capacité de résistance.

Et la Banque africaine de développement a fait ses preuves, et a montré l'avantage comparatif qu'elle présente pour l'Afrique. Elle a aussi montré qu'elle était une institution mûre qui sait ce qu'il faut faire.

Une Banque, capable de gérer le changement, confronter les incertitudes, et de saisir les opportunités en temps normal comme en temps de crise.

Et maintenant, la Banque est prête pour la phase suivante.

Je vous souhaite de fructueuses délibérations.

Je vous remercie de votre attention.

